

NOTE CONCEPTUELLE DU **SOUS-THEME 3**

La mise en œuvre de l'éducation pour la renaissance
culturelle africaine et les idéaux panafricains



Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD)
14 - 17 mars 2017 – Diamniadio (Dakar), Sénégal



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Table des matières

1. Contexte.....	4
2. Clarification de concepts.....	5
Le panafricanisme	5
La Renaissance culturelle africaine	5
Le multiculturalisme et le multilinguisme	6
L'intégration continentale	7
Savoirs et savoir-faire endogènes	7
3. Opportunités et défis majeurs liés à la mise en œuvre d'une éducation à la Renaissance culturelle et à l'intégration africaine.....	8
4. Identification des activités clefs de la mise en œuvre du sous-thème III	11
5. Répartition des tâches	12
6. Produits attendus	14
7. Calendrier.....	15
8. Ressources	15

1. Contexte

Le sous-thème III de la Triennale 2017 de l'ADEA tente d'identifier les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques de mise en œuvre qu'il faut intégrer dans l'éducation et la formation à tous les niveaux afin de développer une éducation à la Renaissance culturelle africaine, aux idéaux du panafricanisme et à l'intégration continentale.

Pour rappel, cette Triennale se fonde sur le Programme de l'Education pour un développement durable à l'horizon 2030 et sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Le sous-thème se propose d'explorer les voies et moyens à envisager, au niveau des mises en œuvre en éducation, pour réaliser ces idéaux.

Le premier postulat est que la culture, particulièrement dans la diversité avec laquelle elle se manifeste en Afrique, doit être reconnue comme un facteur de durabilité au sens où elle permet aux peuples de s'approprier pleinement les programmes de développement, de s'y reconnaître et de participer à la poursuite des objectifs éducatifs. L'Afrique a développé des stratégies particulièrement efficaces pour faire face à la diversité culturelle et linguistique. La mise en œuvre autant des Programmes 2030 d'une éducation pour le Développement Durable que de la Vision 2063 de l'Union africaine peut donc être avantageusement bâtie autour d'une **approche humaniste de l'éducation**, elle-même construite autour d'une éthique multiculturelle et multilingue qui promeut l'inclusion, la compréhension mutuelle et la cohésion sociale. Une telle approche faciliterait l'identification des groupes cibles africains aux programmes éducatifs en question. Elle permettrait une meilleure appropriation des programmes et contribuerait, par conséquent, à leur durabilité.

Le deuxième postulat est que le développement économique et social de l'Afrique ne peut effectivement se réaliser durablement, dans l'esprit des apprenants d'aujourd'hui qui sont les bâtisseurs de demain, sans **la construction d'une unité continentale et la promotion d'une identité africaine**. Pour paraphraser le préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO, l'acculturation, les clivages et les conflits prenant naissance dans l'esprit des jeunes, c'est dans l'esprit des jeunes que doivent être élevés les idéaux de panafricanisme, de paix et d'intégration continentale.

C'est fort de ces postulats qu'il a été décidé de consacrer, lors de la Triennale 2017 de l'ADEA, un sous-thème sur la thématique de la renaissance culturelle africaine, les idéaux du panafricanisme et l'intégration continentale. Le présent document, qui est un travail en construction, propose une base d'organisation des travaux et des échanges autour de ce sous-thème. Son but est de présenter un projet initial qui servirait de base pour un partage et qui devrait être amendé et amélioré par les parties prenantes, au fur et à mesure des consultations, dans le cadre d'une approche de coconstruction recommandée pour cette Triennale.

Dans un premier temps, le document propose de développer une compréhension commune d'un certain nombre de concepts qui constituent la base autour de laquelle se fonde le sous-thème III. Ensuite, il présente brièvement les opportunités et les défis majeurs liés à la thématique et à la mise en œuvre efficace, en Afrique, des programmes éducatifs et de formation concernant le panafricanisme, le multiculturalisme/multilinguisme, la renaissance culturelle et l'intégration africaine.

Une fois ces fondamentaux clarifiés, le document se concentre sur les aspects programmatiques afin de proposer une réponse aux questions suivantes : Quelles orientations méthodologiques adopter pour le travail préparatoire ? Quelles activités prioriser, compte tenu des limites en temps et en ressources ? Quels produits en attendre ? Comment se répartir les tâches entre les différentes parties ? Quel calendrier suivre ?

Il est attendu que ce processus conduise à la préparation de synthèses thématiques à verser dans les documents à présenter à la Triennale.

2. Clarification de concepts

Le panafricanisme

Le Panafricanisme est un concept qui se développe en réaction aux conséquences du démantèlement progressif de l'esclavage en Amérique. C'est un idéal politique et un mouvement qui promeut et encourage la pratique de la solidarité entre les africains où qu'ils soient dans le monde. Il est à la fois une vision sociale, culturelle et politique d'émancipation des africains et un mouvement qui vise à unifier les africains du continent et de la diaspora. Il se base sur la conviction que les peuples d'Afrique et de la diaspora partagent une histoire et une destinée commune et que leur progrès social, économique et politique est lié à leur unité. C'est pourquoi le panafricanisme se donne comme objectif ultime la réalisation d'une organisation politique intégrée de toutes les nations et peuples d'Afrique et de sa diaspora.

Le concept se retrouve, en 1^{er} lieu, dans les écrits et discours de quelques figures fondatrices, parmi lesquelles Edward Wilmot Blyden et Anténor Firmin. Au début du XX^e Siècle, d'autres figures telles que Benito Sylvain ou W. E. B. Du Bois contribuent à l'affirmation politique du projet panafricain. Avec la décolonisation, le concept prend une ampleur nouvelle et est incarné par des dirigeants tels que Kwame Nkrumah, Julius Nyerere et Mohamed V.

Le panafricanisme s'exprime aujourd'hui en Afrique dans des domaines aussi variés que la politique, l'économie, la littérature et la culture. L'Union africaine¹ est actuellement la plus large organisation panafricaine.

La Renaissance culturelle africaine

Selon Cheikh Anta Diop, cité par Evelyne Brener, la Renaissance africaine n'est pas seulement une vision du monde ; elle est une manière d'être et d'avoir, une manière de construire l'Afrique.² Le concept sous-entend :

- La conscience historique africaine, renforcée par la connaissance approfondie et autonome de tout le passé culturel du continent ;

¹ www.Wikipedia.org/wiki/panafricanisme

² Ce terme a été employé de façon explicite pour la première fois en 1948, par le Professeur Cheikh Anta Diop dans l'article : « Quand parlera-t-on de Renaissance africaine ? » publié dans le recueil « Alerte sous les Tropiques ».

- Le dialogue fructueux des africains avec leurs propres héritages culturels (danses, musiques, littératures orales et écrites, valeurs esthétiques, valeurs sociales, langues africaines, et autres) ;
- La nouvelle créativité des africains dans le monde d'aujourd'hui où il s'agit de "recevoir" mais aussi de "donner", de "participer", de "construire", d'"agir".

Dans la même perspective, Evelyne Brener affirme que la Renaissance africaine « *est un changement de paradigme, qui fait passer l'Afrique de la mort à la vie, du lieu du désespoir à celui de toutes les espérances. C'est la reconstitution de l'Être africain. Entretenir notre être et notre avoir, notre culture et notre civilisation, en bref, notre patrimoine naturel, culturel, économique, spirituel, en jouir pour prouver qu'elles sont à nous, c'est la tâche que nous devons accomplir, chacun de nous selon ses capacités* ». ³

Le multiculturalisme et le multilinguisme

Ces deux concepts ne peuvent être dissociés de la notion de culture qui recouvre « les valeurs, les croyances, les langues, les savoirs et les arts, les traditions, les institutions et les modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime les significations qu'il donne à son existence et à son développement ». ⁴

Le multilinguisme et la diversité culturelle sont caractéristiques à l'Afrique. Selon les estimations, le nombre de langues parlées sur le continent avoisinent 2 500 et aucun Etat africain ne peut se targuer de monolinguisme. Selon toujours les données actuelles, le nombre de langues parlées et/ou écrites dans chaque pays varie entre 2 au Burundi, à plus de 400 au Nigeria. Près de la moitié des pays d'Afrique sub-saharienne ont une langue africaine parlée en tant que langue maternelle. En comptant les locuteurs d'une langue secondaire, que ces derniers maîtrisent parfois aussi bien qu'une langue maternelle, la proportion de ces pays s'élève à plus des 2/3. Seize des langues transfrontalières de l'Afrique ont plus de 150 millions de locuteurs. En dehors du secteur éducatif, au moins 56 langues africaines sont utilisées dans l'administration et au moins 63 sont utilisées dans les systèmes judiciaires. Plus de 65 langues africaines sont utilisées dans les communications commerciales écrites, et plus de 240 dans les médias. ⁵

Ce foisonnement linguistique dynamique et vivificateur constitue un atout et non un facteur d'isolement du continent par rapport à l'émergence des économies du savoir véhiculées par les langues internationales de grande diffusion. Le choix des langues, leur reconnaissance et leur place dans le système d'éducation, le développement de leur potentiel expressif, ainsi que leur accessibilité au grand public ne suivent pas un principe d'exclusion, mais se traduisent plutôt par une approche progressive, concentrique et globale. C'est pourquoi l'UNESCO recommande que les

³ idem

⁴ Stéfania Gandolfi, Patrice Meyer Bisch et Victor Topanou, (2006). L'éthique de la coopération internationale et l'effectivité des droits humains.

⁵ Adama Ouane et Christine Glanz (2010). « Pourquoi et comment l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue ». ADEA et Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie.

politiques et les pratiques en Afrique favorisent le multilinguisme, principalement fondé sur la langue maternelle, avec un espace adéquat pour les langues de communication internationale.⁶

C'est dans cette perspective que doit se penser l'éducation des adultes en particulier. Celle-ci doit, en effet, s'inscrire dans un mouvement idéologique et culturel qui se fonde sur une vision multilingue où les langues africaines autant que les langues officielles (français, anglais, portugais arabe, etc.) jouent leur rôle dans des partitions qui favorisent l'inclusion et l'intégration continentale.⁷

L'intégration continentale

L'intégration africaine représente la concrétisation du sentiment de solidarité pour l'ensemble du continent. Elle s'est présentée comme une nécessité pour les africains qui doivent se mettre ensemble pour assurer un développement social et économique durable et équilibré. La forme la plus tangible de cette intégration se concrétise à travers la création de l'Union Africaine dont la mission est de s'unir afin d'assurer la promotion de la démocratie sur le continent, d'améliorer les droits de l'homme, d'asseoir la paix et de prendre les mesures nécessaires au développement économique et social de l'Afrique.

Il est généralement admis qu'une telle intégration repose sur un certain nombre de piliers au moins: (1) la reconnaissance et valorisation du patrimoine social et culturel africain, (2) la mise en commun des « souverainetés nationales » au profit d'une « souveraineté collective », (3) la convergence des politiques sectorielles et macroéconomiques, (4) la formation d'un marché régional pour stimuler l'investissement et le commerce, (5) la construction d'infrastructures physiques régionales pour créer la cohésion sociale et économique de l'espace régional et entretenir la fluidité de la communication entre les parties (6) la promotion d'une éducation fondée sur l'humanisme ce qui implique la mise en valeur de la diversité culturelle, de l'universalité et de l'interculturalité (7) l'affirmation et la construction d'un espace de proximité culturel et identitaire incarné dans le panafricanisme (8) la reconnaissance de l'influence positive des contacts extérieurs tout au long de la longue préhistoire et de l'histoire africaine.

Savoirs et savoir-faire endogènes

La notion de savoirs endogènes qui est chère au philosophe béninois Hountondji, implique un savoir « centré, orienté, ancré dans une culture »⁸ et qui s'incarne dans une tradition de pensée. Le mot endogène, renvoie à l'origine du savoir lui-même. Il signifie que ce savoir émerge à partir de soi et prend appui sur les données empiriques et intellectuelles d'une culture donnée. Autrement dit, les savoirs endogènes doivent s'entendre comme un « ensemble de productions internes à soi, comme activités scientifiques et sociales, ont leur processus de germination et de génération qui s'origine dans des pratiques et vécus culturels ».⁹

⁶ idem

⁷ Kaboré (A.P) et Rasmata Nabaloum-Bakyono. 2014. « Socio-psychologie de l'éducation des adultes en Afrique » (p23). UIL et PUA.

⁸ Paulin Jidenu Hountondji (P.J) 1994. Les savoirs endogènes, pistes pour une recherche, Paris, Karthala.

⁹ Daniel Etounga-Mangué (D). 1992. « L'Afrique a-t-elle besoin d'un programme d'ajustement culturel ? », Paris, Nouvelles du Sud, 1992.

Une telle définition trace une ligne entre les savoirs endogènes qui sont des productions locales, en tous cas internes à celui qui les produit d'un côté et, de l'autre, les savoirs exogènes qui sont importés d'ailleurs et dont l'origine se situe en dehors du sujet qui la vit comme une expérience épistémologique et sociale. Plusieurs auteurs s'accordent à inclure dans les savoirs endogènes ce qui émane des traditions ancestrales concernant des domaines aussi étendus que la médecine, la pharmacopée, la biologie, l'agriculture, la botanique, et la technologie.

Ce sujet est largement abordé dans l'étude qui a été conduite par le GTENF sur l'utilisation des savoirs et les savoir-faire endogènes pour améliorer les liens entre l'école et la communauté.¹⁰ Il s'agira de produire lors de cette Triennale une synthèse sur l'opérationnalisation des recommandations de cette étude.

C'est l'ensemble des concepts ci-dessus présentés qui va servir de cadre pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques éducatives qui mettent en avant le panafricanisme, la renaissance africaine, l'intégration continentale, les savoirs endogènes, le multiculturalisme, le multilinguisme, et qui, de ce fait, préparent, d'une part, les mentalités et de l'autre, apprêtent la force de travail nécessaire à une Afrique unie et prospère.

L'ensemble de ces concepts reflètent des enjeux qui se conjuguent dans une démarche logique. Il s'agit, dans le cadre du sous-thème III : (1) d'examiner comment l'éducation peut être utilisée pour (2) favoriser une intégration continentale (3) fondée sur les idéaux du panafricanisme et sur la valorisation des cultures africaines (4) en se focalisant sur les difficultés de mises en œuvre liées à l'agenda 2030 et à la vision 2063. Il faudrait, en particulier, identifier et analyser les opportunités et les défis majeurs qui se posent aux systèmes d'éducation et de formation dans leurs efforts pour réaliser cet agenda et cette vision.

3. Opportunités et défis majeurs liés à la mise en œuvre d'une éducation à la Renaissance culturelle et à l'intégration africaine

La Triennale 2017 s'inscrit à la suite des recommandations de celle de 2012, ainsi que de la Charte de la Renaissance culturelle africaine, de l'Agenda 2015-2030 des Nations Unies et de la Vision 2063 de l'Union africaine. Elle fait le choix délibéré de consacrer tout un sous-thème à la Renaissance africaine et à l'intégration continentale. L'une des raisons essentielles qui ont conduit les organisateurs à privilégier cette thématique réside dans les actes qui ont présidé à la construction de l'Union africaine. En effet la Charte de l'organisation continentale stipule clairement que l'unité de l'Afrique doit trouver son fondement dans son histoire, sa diversité culturelle et l'affirmation d'une identité culturelle qui traduit une préoccupation commune de l'ensemble des peuples africains.

« *Diversité* », « *Identité commune* » sont les maîtres mots, autour desquels doit se fonder une approche humaniste d'une éducation africaine qui reconnaît l'importance de construire une identité commune, dans le cadre d'une diversité culturelle acceptée.

Dans cette perspective, la 1^{ère} démarche est celle qui consiste à prendre en compte les bonnes pratiques existantes. Par exemple, le paradigme « Ubuntu » qui incarne la nouvelle idéologie

¹⁰ GTENF (2014). Approches novatrices, savoirs et savoir-faire endogènes pour une meilleure adéquation école – communauté.

humaniste est très populaire en Afrique australe et forme la base d'une éthique communautaire, de discours identitaires et même d'une idéologie panafricaine. Le défi serait de voir comment porter une telle réflexion à un niveau régional. Il faudrait, entre autres inviter les acteurs de ce paradigme à apporter leur contribution à la Triennale sous forme de témoignages.

Il faudrait aussi rendre plus visible les travaux sur le multiculturalisme qui existent, qui proviennent de recherches confirmées, qui ont été scientifiquement validés, mais qui ne sont malheureusement pas suffisamment connues et utilisées par les décideurs politiques. La Triennale serait donc une excellente opportunité de rendre ces travaux mieux diffusés, connus et appropriés par la communauté éducative africaine et par les décideurs politiques.

Il est reconnu que les cultures africaines ont développé des stratégies très efficaces pour gérer la diversité culturelle et linguistique. La Triennale serait aussi une excellente opportunité de diffuser ces stratégies et pratiques visant à promouvoir une meilleure inclusion sociale, la compréhension mutuelle et la cohésion au sein des groupes et entre eux.

Ce serait également l'occasion de promouvoir une certaine notion de la culture reflétant une perception dialectique plus dynamique des forces en jeu au sein des groupes cibles et dans laquelle l'éducation et l'acculturation sont des enjeux déterminant. La Triennale est une occasion de plaider non seulement pour la Diversité culturelle et l'Identité africaine mais aussi sur la notion « d'intégration » aux reste d'un monde qui est de plus en plus interconnecté et interdépendant. Il faut que la démarche identitaire se double d'une démarche universaliste dans ce monde interconnecté. Il faut, dans la démarche, reconnaître une place à l'interculturalité, aux continues mutations qui se déroulent sous nos yeux et au « savoir vivre ensemble ».¹¹

En effet, en même temps qu'il faut enraciner la jeunesse dans la culture africaine, il est essentiel d'intégrer les valeurs africaines aux autres valeurs universelles, de s'ouvrir aux apports féconds des autres civilisations et cultures. Seule cette démarche a le potentiel, à moyen et à long terme, de réduire la pauvreté, d'aplanir les inégalités et les injustices, de proposer des résolutions heureuses des conflits, bref de s'engager dans un développement harmonieux et durable du continent. L'éducation se veut un outil à la réalisation de cet idéal. Des opportunités existent et peuvent permettre une mise en œuvre efficace de cette thématique si les défis auxquels ils sont associés sont relevés. En effet :

- Le passé africain doit être mieux renseigné car il faut connaître d'où on vient pour correctement identifier où on veut aller. **Les travaux sur l'histoire générale de l'Afrique** qui ont débuté dans les années 1970, se poursuivent et constituent une extraordinaire opportunité pour mieux renseigner la thématique du sous-thème III. Les productions réalisées dans ce cadre serviront, parmi d'autres, comme document phare pour réaliser un tel objectif.
- Dans le même ordre d'idée, il faut procéder à un **inventaire, une dissémination, une appropriation et une utilisation des travaux déjà faits sur le patrimoine culturel** matériel et immatériel du continent.
- Dans le même élan, il faudrait promouvoir des langues africaines, vecteurs et véhicules de ce patrimoine et les exploiter comme un outil éducatif par excellence. Il est admis aujourd'hui que

¹¹ Bokova (I), 2010, un nouvel humanisme pour le 21^e siècle. UNESCO, Paris.

« les politiques éducatives qui intègrent le multilinguisme et la diversité culturelle comme une ressource sont susceptibles d'être beaucoup plus bénéfiques pour la cohésion sociale, car elles s'appuient sur les pratiques communicationnelles de la société et les personnes”;¹²

- S'agissant de l'éducation et de la formation en particulier, il faut reconnaître qu'une **relecture des programmes scolaires** est déjà en marche dans plusieurs pays pour valoriser le patrimoine africain et soutenir l'intégration continentale. Cependant cette relecture ne prend pas encore suffisamment en compte les valeurs et les cultures. Le travail doit donc se poursuivre. Il faut revoir les programmes, pour la plupart hérités de la période coloniale, afin de retenir tout ce qui peut contribuer au développement social et économique de l'Afrique sans conduire à une acculturation béate. Cet exercice de toilettage est essentiel et se déroule dans plusieurs pays à travers des réformes éducatives fondamentales visant, entre autres, à rendre effectifs l'intégration des langues et des cultures dans le curriculum, traduire les concepts scientifiques et techniques dans ces langues, enseigner l'histoire authentique africaine dans les écoles et centres de formation, promouvoir une culture de la paix, de la citoyenneté responsable et bien d'autres éléments indispensables à une intégration continentale harmonieuse et à une promotion de la culture africaine ;
- Partout, des dynamiques sont en cours pour l'intégration des nouvelles technologies dans les administrations scolaires, la gestion des systèmes éducatifs, ainsi que les processus pédagogiques d'enseignement et d'apprentissage. Partout les **arrimages des nouvelles technologies** sont déjà enclenchés. Le cas du Congo, qui a été observé lors des revues par les pairs supervisée par le GTENF, constitue un exemple éloquent. Mais, les défis sont encore immenses compte tenu de la rapidité des changements qui s'opèrent dans le reste du monde en matière de TIC, du rythme de diffusion de ces technologies dans le grand public et des canaux qu'elles empruntent. Il faut que l'Afrique se mette au rythme des pays des autres continents et, dans ce domaine aussi, qu'elle se distingue par sa capacité non seulement d'adapter ces technologies à ses contextes spécifiques, mais aussi d'apporter, de contribuer au reste du monde. D'une manière générale, Il y a une insuffisance notoire dans le filtrage, au niveau des processus d'enseignement et d'apprentissage, des influences de la culture globalisante transmise essentiellement par les nouvelles technologies. Il se pose encore le problème de comment retenir ce qui est utile à la jeunesse africaine et comment abandonner le reste qui est inutilement et dangereusement acculturant.

L'opérationnalisation des idées ci-dessus est rendue malheureusement compliquée par une série de défis persistants. En effet :

- Les intégrations sous régionales et régionales peinent à trouver leurs marques dans un environnement où l'essentiel des énergies est consacré encore à la résolution de conflits ;
- Les questions sociales, notamment celles qui sont relatives aux cultures n'occupent pas une place importante dans les réflexions sur le développement économique et social. Il y a bien sûr des institutions régionales qui ont des volets consacrés aux cultures et à l'intégration. Mais elles

¹² Alidou, Glanz, Nikièma, (2011) – idem

ont de la difficulté à impulser une dynamique de construction de programmes sous régionaux et régionaux et à assurer des mises en œuvre efficaces ;

- Au niveau des politiques éducatives nationales se pose encore la question de savoir comment intégrer dans les curriculums en usage dans la plupart des pays, l'éducation à la Renaissance culturelle africaine, le multilinguisme et le multiculturalisme, les idéaux du panafricanisme et de l'intégration continentale, l'idéologie humaniste. Il se pose la question de savoir comment s'assurer que les savoirs et savoir-faire endogènes sont effectivement pris en compte dans ces programmes d'enseignement ? Quelle place donner aux langues nationales dans le processus d'apprentissage et d'enseignement ? Comment créer un environnement lettré structuré autour des langues africaines pour soutenir et renforcer les apprentissages ? Comment rendre plus intraverti les systèmes éducatifs africains de sorte qu'ils soient plus pertinents par rapport aux besoins des apprenants ? Comment mieux introduire les valeurs dans le curriculum ?
- A l'inverse, il faudrait maîtriser les effets pervers de la grande diversité des cultures et des sociétés africaines, diversité qui fait que, dans plusieurs pays, des langues étrangères tendent à devenir la « lingua franca ». Ceci signifie qu'il faut promouvoir une « Ethique multilingue qui ne sépare pas les langues les unes des autres mais aide les apprenants à développer l'éveil aux langues, l'apprentissage de plusieurs langues et sur les cultures respectives de façon simultanée, la compréhension des complémentarités qui existent entre les langues en contact et les cultures et leur apprend à devenir des communicateurs habiles dans des contextes multilingues.¹³
- La diaspora pourrait jouer un rôle de garant de la culture africaine plus déterminant ;
- Il y a encore de sérieux limites dans les moyens matériels, financiers et humains à la dimension des ambitions. Des promesses ont été faites lors de la mise en œuvre de l'EPT et des OMD. Elles n'ont pas été toutes honorées.

Ce sont ces obstacles et autres qui empêchent une implémentation réussie des idéaux de renaissance africaine et d'intégration continentale. Ils sont au centre du sous-thème III que le GTENF est appelé à coordonner en collaboration avec ses partenaires. La tâche est immense et ne peut être résolue qu'à travers une approche à la fois participative et sélective vu les ressources en temps et en moyens. Il s'agira dans une première phase, d'identifier et prioriser les activités qui peuvent être conduites dans les délais et, de l'autre, se les répartir les rôles.

4. Identification des activités clefs de la mise en œuvre du sous-thème III

Parmi les activités essentielles qui se dégagent de ce qui précède il faudrait, compte tenu des disponibilités en temps et en moyens, se focaliser sur les suivantes :

- Continuer le travail d'identification et de documentation des traditions et autres manifestations des cultures africaines dans le but de consolider l'intégration africaine ;

¹³ [Pattanayak 2003 ; Ouane 2009] idem

- Rendre public les différentes études et bonnes pratiques qui sont répertoriées au niveau de l'UIL et des autres structures et continuer la réflexion sur comment les diffuser au niveau pays et les mettre en oeuvre ;
- Examiner comment bien intégrer les savoirs et les savoir-faire endogènes africains dans le curriculum. Des pistes sont proposées dans l'étude du GTENF. Les pays sont en train de voir comment les appliquer. L'équipe rassemblée dans le sous-thème III essayera d'en rendre compte ;
- Voir comment intégrer l'histoire générale de l'Afrique et des projets panafricanistes dans les programmes nationaux d'enseignement au primaire, au secondaire et dans la formation professionnelle et technique. Ceci couvre aussi bien le formel, que le non formel et l'informel ;
- Réfléchir sur le développement des matériels didactiques reflétant les idéaux de panafricaniste ;
- Réfléchir sur les programmes de recherche et d'enseignement intégrant la perspective panafricaniste afin de les mettre au service de la libération, de la Renaissance culturelle et de la « régénérescence » de l'Afrique ;
- Examiner en quoi les foyers coraniques et les travaux sur les groupes nomades transfrontaliers pourraient être mis à profit pour promouvoir le multilinguisme et contribuer, à la base, à la paix entre communautés, pays riverains et ainsi favoriser l'intégration africaine. A ce sujet, les expériences du PREPP et des CEI offrent des exemples intéressants d'une analyse fouillée sur les difficultés à promouvoir un multilinguisme équilibré pour contribuer à la paix entre communautés et pays, à l'intégration africaine, au développement des économies du continent, et à la valorisation de ses cultures et de son identité ;
- Examiner comment on peut mieux concevoir et opérationnaliser les programmes à travers une meilleure planification, un financement plus conséquent et un bon pilotage de l'implantation de l'éducation à la Renaissance culturelle africaine et aux idéaux du panafricanisme ;
- Mettre à contribution les média sociaux pour échanger sur le panafricanisme et l'intégration africaine ; Il s'agira de renseigner les questions suivantes au moins : Comment sont perçus les thèmes de Renaissance culturelle, de panafricanisme et d'union africaine et comment ces thèmes peuvent-ils être éventuellement intégrés dans les programmes d'éducation et de formation. Le GTENF, à travers ses deux sites (GTENF et Zankey Faba), le COMED, la plateforme de l'ADEA sur la jeunesse, le Réseau Education de la DDC pourraient servir avantageusement à faciliter cette consultation.
- Procéder à des appels à contribution à l'endroit des partenaires pour réaliser dans les délais, les activités ci-dessous identifiées.

5. Répartition des tâches

En rappel, la complexité des défis ci-dessus nécessite une démarche participative et de coconstruction conformément aux recommandations de la note conceptuelle. Concrètement, on pourrait procéder comme suit :

- Dans le cadre de la co-construction, l'ensemble des études suggérées seraient conduites sous la supervision d'une équipe coordonnée par le GTENF. Les résultats des études seraient analysés et une première mouture préparée. Ce travail se ferait en étroite collaboration avec les principaux partenaires en particulier les pays, DDC, UIL et le PQIP-ALN. C'est avec eux qu'il faudrait préparer les documents de programme, participer à l'organisation de l'atelier sous régional, contribuer à la sélection des études et autres produits et contractualiser ces études. Le GTENF mettra à disposition le capital de connaissances qu'il possède en matière de savoirs et de savoir-faire endogènes, de multilinguisme, de développement d'un socle commun de compétences ainsi que d'autres travaux pertinents conduits par ses partenaires ;
- Les pays champion (Sénégal et Burkina Faso en particulier) auraient pour rôle de coorganiser les réunions sous régionales, de superviser les études de leur niveau et d'assurer le relai avec les autres pays. L'objectif est de développer une appropriation approfondie par les pays des objectifs et stratégies liés au programme 2030 et à l'agenda 2063, de renforcer l'engagement des pays dans la mise en œuvre des objectifs fixés, d'élaborer ensemble non seulement les défis de la mise en œuvre mais aussi les stratégies pour les relever, d'identifier, analyser et partager les leçons sur les bonnes pratiques, et préparer en commun la Triennale ;
- Le PQIP-DPE pourrait identifier, analyser et proposer des approches pour la capitalisation des produits, des études, des films, des supports audiovisuels et autres témoignages qui sont conçus à partir de valeurs sociales et culturelles africaines (ex. les Bisongos au Burkina Faso et la petite enfance des écoles satellite au Mali) ;
- Le PQIP-ALN, GTLME et GTES pourraient se focaliser sur les difficultés de mise en œuvre des bonnes pratiques liées au multilinguisme, sur la nécessité de développer des matériels didactiques relatives à la Renaissance africaine et à l'intégration africaine ;
- Le GTGEAP pourrait se focaliser sur la planification opérationnelle, le financement et le pilotage de l'implantation de l'éducation à la Renaissance culturelle africaine et aux idéaux du panafricanisme ;
- Les GT/PAYS, la société civile (ex. ACALAN) et le secteur privé s'inscriraient dans les activités délinées plus haut et contribueraient à l'organisation, conformément aux thématiques du sous-thème III et à leurs domaines d'expertise ;
- Le GTENF, le GTCOMED, le Secrétariat de l'ADEA, le Réseau de la DDC s'inscriraient dans l'animation des médias sociaux conformément à ce qui est prévu au point 4 relatif à l'identification des activités à mener.
- Les PTF soutiendraient l'effort à travers un appui substantif et programmatique. C'est ainsi que :
 - Le Département culture de l'UNESCO, qui peut-être avantageusement sollicitée pour partager son expérience sur « l'utilisation pédagogique de l'histoire Générale de l'Afrique » l'ISESCO, peut contribuer au financement et à la réflexion sur la promotion des langues nationales et leur usage pour le renforcement de la paix intercommunautaire, et le renforcement de l'intégration africaine à la base. Ce travail pourrait être conduit en collaboration avec le PREPP et le PQIP-ALN ;

- La DDC pourrait apporter une précieuse contribution substantive, financière et programmatique. Elle pourrait aider à la coordination, en particulier la stabilisation de 12 la note conceptuelle, la participation à l'atelier sous régional, et la levée de fonds et à la mise à disposition de son réseau pour la communication et le plaidoyer;
- L'UIL pourrait apporter le même genre de contribution financière, programmatique et substantive; il pourrait en particulier s'impliquer solidement à la coordination, à l'édition des documents, à la publication et à la dissémination. Son stock de bonnes pratiques éducatives, de travaux de recherche validés sur les langues africaines et sur d'autres domaines pointus pourraient être mis à disposition pour une dissémination élargie au moyen de la Triennale;
- L'UA mettrait son réseau à contribution, faciliterait la coordination. Elle pourrait documenter sur la Renaissance africaine et sur le cadre historique et politique du panafricanisme et de l'intégration africaine ;
- Le Secrétariat de l'ADEA et le comité d'organisation de la Triennale piloteraient l'ensemble du processus et contribueraient à mobilisation des ressources.

Des appels à contribution seront faits à l'endroit des partenaires ci-dessus, conformément à leurs expertises respectives et à leurs disponibilités.

6. Produits attendus

- **Des rapports d'études** sur les bonnes pratiques concernant :
 - 1) L'approche humanisme de l'éducation, le multilinguisme et le multiculturalisme,
 - 2) L'histoire générale de l'Afrique,
 - 3) L'intégration des langues africaines,
 - 4) Les Savoirs et savoir-faire endogènes,
 - 5) Les projets panafricanistes dans l'enseignement et la formation professionnelle et technique et dans les programmes d'éducation non-formelle et informelle,
 - 6) La recherche scientifique et les innovations concernant en particulier la doctrine panafricaniste,
 - 7) La Gestion et le pilotage des systèmes éducatifs et la plaidoirie en faveur de la Renaissance africaine, du panafricanisme et du fédéralisme africain.
- Une **Synthèse** pour le sous -thème 3 à produire, valider et soumettre à la Triennale ;
- Des **supports audiovisuels** y compris des films, des témoignages, des produits des recherches et autres ;
- Lors de la Triennale seront organisés (a) une **session parallèle**, (b) des **fora** et (c) un **stand d'exposition** pour faire connaître davantage les résultats des études et les produits. Un appel à contribution sera fait pour les Stands afin d'identifier les produits les plus significatifs. Le GTENF y présentera ses publications et autres travaux.

7. Calendrier

Le calendrier s'ajuste à celui proposé par la coordination générale de la Triennale 2017 en tenant particulièrement en compte du premier rapport d'étape qu'il est prévu de présenter à **la réunion de fin mai 2016**. Il sera organisé autour des dates butoirs du tableau ci-dessous :

No	Date butoir	Activité
1.	24 - 27 février 2016	Discussions, finalisation de la méthodologie, distribution des tâches.
2.	15 mars 2016	Les coordonnateurs des sous-thèmes doivent identifier les pays pilote et les partenaires et contractualisation du travail de préparation.
3.	Fin mars 2016	Lancer les consultations et le processus de préparation dans les pays champions et dans les institutions qui doivent produire les études.
4.	Fin mai 2016	Un 1 ^{er} bilan est fait.
5	Fin septembre 2016	Le travail d'analyse et de synthèse commence au niveau des documents reçus et les résultats des consultations au niveau des GT et PQIP sont collectés.
6.	Fin octobre 2016	Consultations générales sur les 1 ^{ers} résultats des travaux analytiques.
7.	Fin novembre 2016	Début des synthèses au niveau des coordonnateurs thématiques des sous-thèmes.
8.	Décembre	Fin des analyses.
9.	15 janvier 2017	Tous les travaux sont prêts.

8. Ressources

A déterminer une fois les activités acceptées.



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
Association for the Development of Education in Africa
Association pour le Développement de l'Education en Afrique
Associação para o Desenvolvimento da Educação em África

Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)
Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)
Immeuble CCIA Plateau, Avenue Jean-Paul II, 01 BP 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél: (+225) 2026.5674 - Email: adea@aafdb.org - Site web: www.adeanet.org

